Le Club de Mediapart
Participez au débat

Jules Falquet

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 16 OCT. 2022

Une « guerre de basse intensité » contre les femmes ? (5/5)

Où l'on découvre le concept de « guerre de basse intensité » (développé tout particulièrement par l'OAS) et le rôle central de la torture pour démoraliser durablement l'adversaire... Au-delà du personnel : les effets collectifs de la violence contre les femmes.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Effets collectifs de la violence contre les femmes et de la torture

Loin de n'affecter que les personnes qui y sont directement soumises, la torture exerce des effets sur le corps social tout entier. C'est ce qu'expliquent Lira et Weinstein (Lira, Weinstein, 1990) :

"L'emploi de la torture comme méthode de coercition habituelle affecte non seulement ses victimes directes, mais aussi leur famille, les groupes auxquels elles appartiennent, ainsi que l'ensemble de la société, incluant les tortionnaires. C'est une forme de coercition sociale et politique très efficace, car la peur d'être arrêté et torturé produit des conduites massives d'auto-censure, d'isolement, de passivité et de résignation. [...] Ainsi, la torture est utilisée comme un instrument de pouvoir : la menace et/ou l'utilisation de la souffrance sont régies par une méthode de contrôle idéologique."

La violence domestique et la violence contre les femmes en général affectent elles aussi bien plus que les personnes directement concernées, permettant une relative économie de moyens. Il n'est pas nécessaire de violer ou de battre toutes les femmes tous les jours : quelques cas particulièrement horribles présentés avec éclat par la presse à scandale ou rapportés par les voisines suffisent pour que chacune s'inquiète et redoute d'enfreindre les normes censées la protéger de pareil sort. L'indignation et la résistance existent, mais l'auto-censure, l'isolement, la passivité et la résignation semblent bien être les principaux effets obtenus. Ignacio Dobles Oropeza va plus loin, en ajoutant que le but de la torture et de la coercition politique est de décourager l'action politique individuelle et collective (Dobles Oropeza, 1990) :

"*Quant au contexte qui rend possible la torture, dans son sens le plus large, il s'agit d'actions qui visent à instaurer la terreur dans la population et la peur de l'action politique-sociale. Loin de démontrer la force politique d'un régime, il est la preuve d'une grande faiblesse. Comme l'a signalé Paéz (1982), avec ce type d'action, l'objectif est, selon les cas, d'amener les individus ou la collectivité à la négation et à la déformation de la réalité, à l'isolement par rapport à*

l'univers valoratif de la pratique quotidienne, à l'idéalisation et à la fixation dans le passé, ou au "désinvestissement" du passé (oublier ce qui s'est produit)."

Comme Lira et Weinstein, Dobles Oropeza replace la torture dans le contexte général de ce qu'on appelle parfois la "guerre psychologique" : en touchant la subjectivité individuelle, on amène la société toute entière à des transformations si profondes qu'elles vont de la passivité massive jusqu'à une déformation de la perception de la réalité. L'action sur le psychisme, sur les croyances et les loyautés personnelles, sur les liens affectifs et sur la famille, en un mot sur la sphère privée, se répercute dans la sphère publique, visant des buts éminemment politiques. A ce stade, nous sommes donc amenée à approfondir la réflexion sur la manière dont la violence contre les femmes, de même que la torture, lient étroitement des phénomènes apparemment privés et des fonctionnements sociaux collectifs et publics —et avec quelles perspectives politiques globales.

Une guerre de basse intensité contre les femmes?

Par opposition au conflit militaire ouvert, les techniques de "guerre de basse intensité" ont été développées à partir des pratiques de l'OAS lors de la bataille d'Alger. En effet, c'est à cette époque que les militaires français ont l'idée de mettre en œuvre la torture de manière systématique, non seulement pour obtenir des informations mais surtout « pour l'exemple », dans le but de terroriser l'ensemble de la population, dans laquelle les civil·es sont considéré·es comme des cibles au même titre que le groupe armé « adverse » (Robin). Suite à une longue enquête qui la mène de l'autre côté de l'Atlantique, la journaliste Marie-Monique Robin montre comment ces techniques ont été d'abord enseignées par des fuyards de l'OAS au Brésil, en Argentine et au Chili, puis appliquées et « perfectionnées » par les dictatures du Cône sud, avant d'arriver aux oreilles des militaires états-uniens qui les formalisent et les enseignent ensuite dans l'École des Amériques située à Panama, avant de les employer abondamment au Vietnam et dans le reste du monde.

Ces techniques, désormais classiques, sont pensées pour les nouveaux types de conflits apparus avec les luttes modernes pour l'indépendance et/ou la révolution. Ces conflits n'opposent pas des armées de pays différents, mais bien les forces répressives d'un État (armée, police, groupes paramilitaires) à tout ou partie de sa propre population. En effet, pour vaincre les nationalistes ou les révolutionnaires qui se mêlent intimement à la population civile, dont elles et ils sont issu·es, l'État s'efforce de détruire leur milieu, à savoir la population civile elle-même. La cible n'est plus l'adversaire militaire et ouvertement politique, mais bien la population civile dans son ensemble. L'objectif est moins la conquête d'un territoire ou la neutralisation de l'adversaire que le contrôle des corps et des esprits. Il s'agit de décourager la population de participer au projet adverse, de la démoraliser, de la terroriser et de fomenter la passivité individuelle et collective. Il s'agit aussi de réorganiser en profondeur le tissu social, qui constituerait la base d'appui, de résistance, de la population. Dans ces techniques de guerre qu'on pourrait qualifier de psychosociale, on peut distinguer trois grands axes : d'abord, le contrôle de l'information et la mise ne place de logiques de désinformation partielle ou totale ; ensuite, la polarisation de la société, sa division en deux camp systématiquement opposés et mutuellement exclusifs avec la création du délit d'association, l'érection de l'autre camp en « ennemi absolu » et sa diabolisation ; enfin, la répression sélective alliée à la terreur généralisée – où la torture joue un grand rôle. L'objectif général est de détruire les liens sociaux pour isoler et individualiser chacun-e des « ennemi·es », les plaçant ainsi davantage à la merci des diverses techniques de contrôle social mises en œuvre.

On comprend donc bien que la « guerre de basse intensité » n'a rien d'une guerre « douce » ou d'un conflit au rabais : elle implique l'usage systématisé et intentionnel de techniques extrêmement brutales comme la torture – sans même la « justification » de la nécessité d'obtenir des informations. Parmi ses grandes différences avec la

guerre classique, elle vise la population non combattante et n'est pas officiellement déclarée, ce qui empêche la population de chercher une quelconque protection dans le droit minimal qui régit les conflits classiques. Nous nous demanderons ici dans quelle mesure la violence sociale déployée dans la guerre de basse intensité est comparable à celle qui préside à la gestion quotidienne —en temps de paix— des rapports sociaux de sexes.

Le contrôle de l'information et la désinformation, premier axe de la guerre de basse intensité, sont présents dans la gestion des rapports sociaux de sexes. Le cas salvadorien l'illustre : contrôle de l'accès à l'information, empêchement d'étudier en général ou d'étudier certaines professions, voire de lire certains livres, comme la Bible, pourtant si fondamentale aux yeux des croyants[8]. Désinformation, quand on fait croire aux femmes qu'elles ne peuvent pas consommer certains aliments pendant leurs règles, quand la grossesse est présentée comme une maladie, quand on leur laisse tout ignorer du fonctionnement de leur sexualité et de leur reproduction, quand on leur explique mal les conséquences de la stérilisation, quand on leur présente la situation des femmes comme naturelle et immuable, ou encore quand on gomme leur participation des livres d'histoire. Dans la guerre de basse intensité, c'est une véritable chape de plomb qui s'abat sur les informations concernant "l'ennemi" ou élaborées par lui. Que penser par exemple du silence des médias sur les manifestations et les actions du mouvement des femmes, que l'on observe au Salvador? Un autre exemple, issu d'un atelier sur "les femmes et les moyens de communication", est fourni par le dépouillement des grands quotidiens salvadoriens[9]. Les femmes sont largement sur-représentées dans les pages "sociales" qui annoncent les baptêmes et les anniversaires, ainsi que dans les publicités les plus diverses. Dans les autres pages, on trouve peu de photos de femmes et presque aucune information mentionnant des femmes ou les concernant directement —à part des conseils de beauté et des fiches de cuisine.

L'axe de la polarisation est largement transposable en ce qui concerne les rapports sociaux de sexes. Les genres masculins et féminins forment deux camps considérés comme étanches. Même si, à la différence de deux camps politico-militaires impliqués dans une guerre civile, on prétend que ces deux genres sont complémentaires, leurs intérêts concrets s'opposent souvent —à tel point que l'on évoque couramment l'existence entre eux d'une "guerre des sexes". Le mouvement féministe, qui reconnaît l'existence de rapports de domination, d'oppression et d'exploitation entre les sexes, constituerait en quelque sorte le noyau d'un camp opposé au système patriarcal, qui pourrait rassembler les femmes et certains hommes. Mais diverses techniques de contrôle empêchent la formation d'une "opposition", qui évoquent celles de la guerre de basse intensité : diabolisation de l'ennemi-e et création du délit d'association. Diabolisation de l'ennemi-e quand on fait passer les femmes qui luttent pour leurs propres droits pour des folles ou des lesbiennes, en un mot des frustrées ou des perverses, voire, comme le montre Judith Ezekiel dans le cas du féminisme français, des créatures vaguement monstrueuses —notamment sur le plan physique— et étrangères à l'esprit national[10] (Ezekiel, 1996). Quant au délit d'association, il prend des formes presque identiques, au Salvador, quand il concerne la guérilla ou quand il vise les féministes ou les lesbiennes. En effet, un étudiant nous expliquait qu'il avait dû brûler tous ses livres pendant la guerre : posséder un livre sur le marxisme ou même avec une couverture rouge pouvait être interprété comme une adhésion à la guérilla, et coûter la torture et la mort[11]. A la même époque pour Juana, engagée aux côtés de la théologie de la libération, posséder les encycliques pontificales chez elle signifiait un grand risque[12]. De même, au Salvador et alors que la guerre est finie, beaucoup de femmes cachent aux parents ou au mari la documentation féministe qu'elles empruntent dans les groupes de femmes. Les membres de la collective lesbienne clandestine de la Media Luna rencontrent des difficultés à constituer des archives : la plupart des femmes ne veulent ni ne peuvent avoir chez elles une documentation aussi compromettante. L'une d'entre elles refusa même longtemps d'emmener chez elle son tee-shirt de la Media Luna, sur lequel apparaissait le nom du groupe[13]. Avoir des amies féministes, prostituées ou lesbiennes (ou réputées telles) fait risquer l'assimilation aux pratiques de ces personnes. L'ostracisme qui les frappe peut être étendu aux femmes qui les côtoient, même involontairement : rappel à l'ordre et sanctions menacent les

"sympathisantes" de la "subversion".

De la même façon, on peut voir comment se combinent contre les femmes la répression sélective et la terreur généralisée. En l'occurrence, les femmes qui sont particulièrement inquiétées socialement sont celles qui sont considérées comme les plus déviantes : celles qui ont une sexualité non hétérosexuelle, non monogame et/ou non reproductrice, notamment les lesbiennes, les prostituées, les mères célibataires et les "vieilles filles" sans mari ni enfants. La répression inclut généralement l'isolement social, les injures et les menaces, la violence physique et va parfois jusqu'à l'assassinat. Elle prend aussi le visage de la privation de logement et surtout d'emploi : travailleuses domestiques renvoyées quand elles tombent enceintes, mais aussi harcèlement et renvoi d'une femme qu'on soupçonne —ou qu'on accuse— d'être lesbienne. Mais point n'est besoin d'être une déviante pour être *accusée de l'être* et ainsi écartée d'un meilleur travail —meilleur et mieux payé ... car considéré comme masculin. Un exemple extrême tiré de la culture paysanne salvadorienne montre comment la menace de réprobation sociale associée à l'accusation de lesbianisme —qui relève officiellement de la sphère privée— est utilisée pour écarter les femmes de l'accès aux moyens de production, ici la terre —les intérêts économiques les plus manifestes se font jour alors. Lors d'un forum public sur "l'accès à la terre des femmes ex-guérillères et bases civiles de la guérilla", une paysanne affirmait avoir versé largement sa part de sang et celle de ses enfants sur la terre du Chalatenango. Pourtant, après la paix, dans les programmes de retour à la vie civile qui prévoyaient l'attribution de terres aux démobilisé-e-s de la guérilla, les femmes avaient été largement oubliées. Pourquoi? Parce que les femmes qui veulent travailler la terre —qui savent réaliser cette tâche masculine— sont considérées comme lesbiennes. Les *vraies* femmes n'ont que faire de terres et ne savent pas les travailler. Et la vieille femme d'insister que les femmes pouvaient et voulaient travailler la terre sans que cela signifie pour autant qu'elles étaient "passées de l'autre côté", comme on dit pudiquement au Salvador. La présomption d'association avec des femmes "déviantes" divise et sert de prétexte pour menacer les femmes avant même qu'elles n'enfreignent les normes. Ainsi, la répression sélective, renforcée et étendue grâce au délit d'association et à l'exercice quotidien d'une violence sporadique passablement imprévisible contre n'importe quelle femme, garantit une sorte de menace permanente envers les femmes qui évoque le climat de peur généralisée obtenue dans une guerre civile par les enlèvements, la torture et les assassinats —trois phénomènes par ailleurs présents, comme on le sait, dans la violence contre les femmes.

Enfin, l'un des mécanismes centraux de la guerre de basse intensité —très bien analysé par les auteurs du livre *Afirmación y resistencia*, qui compare notamment les expériences guatémaltèques, salvadoriennes, chiliennes et argentines— consiste à diviser, isoler, séparer les opposant-e-s et à détruire l'ensemble des solidarités sociales qui font obstacle à l'individualisation complète des personnes (Divers auteurs, 1993). Celles-ci se retrouvent ainsi seules et donc encore plus impuissantes face au pouvoir. Les auteur-e-s montrent comment la répression, en poussant les personnes dans la clandestinité, les isole. La confiance disparaît des relations, même entre proches. Le changement forcé de résidence, le bannissement et l'exil bouleversent encore plus les liens sociaux, isolent davantage les personnes et les coupent de leurs références —jusqu'à produire parfois la destructuration complète de la personnalité. Toutes ces situations peuvent être retrouvées dans la violence envers les femmes. On pense notamment aux femmes qui, pour échapper à une relation particulièrement violente, doivent s'enfuir et se cacher avec leurs enfants, ou à la façon dont certains hommes les privent de leurs papiers pour les empêcher de fuir. Comme on l'a vu plus haut, la honte et la menace empêchent beaucoup de femmes battues ou violées de parler et de chercher des relations d'appui, de confiance. Isolées dans leur cuisine, enfermées dans un mutisme profond pour ce qui touche aux violences dont elles sont l'objet, qui leur font honte et dont elles croient être les coupables individuelles, combien de femmes vivent à l'heure de la résignation apparente et de la crainte —comme la population civile dans un conflit militaire où sont mises en œuvre les techniques de la guerre de basse intensité?

*

Nous avons montré ici que la violence domestique exercée contre les femmes et la torture dite politique possèdent de nombreux points communs : non seulement une partie des méthodes sont comparables, mais surtout le type d'effets psychodynamiques obtenus sur les personnes qui en font l'objet sont étonnamment proches. En analysant ensuite les logiques collectives de la violence, plusieurs éléments supplémentaires apparaissent. D'abord, une analyse de la formation des tortionnaires fait apparaître des ressemblances frappantes avec la socialisation masculine classique. Plus généralement, une analyse du contexte et du fond idéologique des actes de violence politique invite, pour rendre compte des actes de violence contre les femmes, à l'élaboration d'un concept de "sécurité domestique" en parallèle avec celui de "sécurité nationale". Enfin, les effets sociaux de violence contre les femmes comme de la torture dépassent très largement les personnes privées, individuelles, pour affecter la société toute entière. Dans une dernière partie, nous nous demandions dans quelle mesure on pouvait rapprocher l'ensemble de la violence exercée par le groupe social des hommes contre les femmes avec une "guerre de basse intensité". La comparaison éclaire bien le phénomène de contrôle social obtenu aussi bien par la violence contre les femmes que par les techniques de guerre de basse intensité. Or on peut voir à l'œuvre la violence contre les femmes en l'absence de toute guerre. Ne serait-il pas alors judicieux de reconsidérer les notions de guerre, de paix et de contrôle social — notamment entre les sexes?

Notes

8. Sofía, une ex-guérillère, se souvient de ses difficiles débuts dans la lutte : "*Il y avait des gens qui disaient que la femme n'a pas le droit de savoir ce qui est écrit dans la Bible, et nous, nous leur disions que nous, les femmes, nous avions les mêmes droits à connaître la Bible que les hommes.* "

9. Les participant-e-s devaient dépouiller les trois grands quotidiens nationaux pour observer ce qui était dit sur les femmes, comment elles étaient présentées, et quel genre d'informations concernaient particulièrement les femmes. Atelier réalisé pour le CEF avec Concultura, le 22 avril 1993 à San Salvador.

10. Judith Ezekiel montre comment le féminisme nord-américain (sous-entendu radical) est opposé dans les médias français à une culture nationale de galanterie et séduction entre les sexes.

11. Horacio Hernández, communication personnelle, San Salvador, mai 1992.

12. Juana Utrilla, communication personnelle, San Salvador, octobre 1992.

13. Communication personnelle d'Amalia, fondatrice de la Colectiva lésbica feminista salvadoreña de la Media luna, 17 février 1993, San Salvador.

Références

BANDURA, Albert. (1975). Análisis del aprendizaje social de la agresión. In RIBES IÑESTA, Emilio; BANDURA, Albert (compilateurs) (1975). *Modificación de la conducta : análisis de la agresión y de la delincuencia*. México : Trillas.

CAÑAS, Mercedes. (1989). *Maltrato físico a la mujer salvadoreña*. San Salvador : UCA (Tesis para la licenciatura en

sociología).

DELPHY, Christine. (1995). "L'état d'exception : la dérogation au droit commun comme fondement de la sphère privée". *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 16, n° 4.

DELPHY, Christine. (1997).

DOBLES OROPEZA, Ignacio. (1990). Apuntes sobre psicología de la tortura. In MARTÍN BARÓ, Ignacio (compilateur) (1990), *Psicología social de la guerra : trauma y terapia*. San Salvador : UCA.

DIVERS AUTEURS. (1993). *Afirmación y resistencia. El papel de la comunidad como apoyo*. Barcelone : Virus.

EZEKIEL, Judith. (1996). "Anti-féminisme et anti-américanisme : un mariage politiquement réussi". *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 17, n°1.

GARAÍZABAL, Cristina; VÁSQUEZ Norma. (1994). *El dolor invisible de la guerra, Una experiencia de grupos de auto-apoyo con mujeres salvadoreñas*. Madrid : Talasa, Hablan las mujeres.

GUILLAUMIN, Colette. (1992 [1978]). "Pratique du pouvoir et idée de nature". In GUILLAUMIN, Colette. *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris : Côté-femmes.

LIRA, Elizabeth; WEINSTEIN, Eugenia. (1990). La tortura. Conceptualización psicológica y proceso terapéutico. In MARTÍN BARÓ, Ignacio (compilateur). *Psicología social de la guerra : trauma y terapia*. San Salvador : UCA.

MAC KINNON, Catharine. (1994). "A propos de la torture". *Projets féministes (Droit, culture et pouvoir)*, n°3, octobre 1994.

MARTÍN BARÓ, Ignacio. (1983). *Acción e ideología : psicología social desde centroamérica*. San Salvador : UCA, San Salvador.

MARTÍN BARÓ, Ignacio (compilateur). (1990). *Psicología social de la guerra : trauma y terapia.* San Salvador : UCA.

MATHIEU, Nicole Claude. (1985). "De la conscience dominée". MATHIEU Nicole Claude (Textes réunis par).*L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*. Paris : EHESS.

MAUGIN PELLAUMAIL, Marcelle (1979). *Le masochisme* dit *féminin*. Paris : Stanké.

NOIZET, Pascale. (1996). *L'idée moderne d'amour. Entre sexe et genre : vers une théorie du sexologème*. Paris : Kimé.

SECRETARÍA NACIONAL DE LA FAMILIA. (1992). *Adolecencia*. San Salvador : Unidad de Asistencia al Adolescente de la SNF, OPS, UNICEF.

VIEZZER, Moema. (1982). *Domitila : si on me donne la parole. La vie d'une femme de la mine bolivienne*. Paris :

Maspéro.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.